



## Les entreprises d'économie sociale – de vraies entreprises

Article mis en ligne le 17 décembre 2008 à 11:25

Soyez le premier à commenter cet article

Qu'ont en commun Bistro Part Ici, Les Pousses urbaines, services horticoles, Insertech Angus, Café Kajou, le Cinéma Beaubien, l'Artothèque de Montréal? Ce sont des entreprises d'économie sociale de Rosemont-La-Petite-Patrie. Comme 46 autres de leurs semblables dans l'arrondissement et plus de 6 000 au Québec, elles offrent des services ou des produits qui répondent aux besoins de leur communauté tels services de garde ou de loisirs, restauration, habitation, aide domestique, etc.

Souvent méconnues ou mal connues, elles se distinguent des entreprises de forme classique de trois principales façons :

- Les profits sont réinvestis dans l'entreprise au bénéfice des personnes et de la mission sociale de l'entreprise qui peut toucher la formation à l'emploi, l'environnement, l'aide à la famille, la lutte à la pauvreté, le développement de services de proximité, la revitalisation d'un territoire donné, etc.
- La propriété de l'entreprise est collective : organisme à but non lucratif, coopérative.
- Le processus de décision est démocratique.

Bien que la mission sociale soit leur première raison d'être, les entreprises d'économie sociale relèvent les mêmes défis de rentabilité, de développement de marché, d'opérationnalisation, de services à la clientèle et de mise en marché que toutes autres entreprises. Cependant, elles le font sans laisser les impératifs économiques compromettre leur mission sociale. Les entrepreneurs de l'économie sociale s'assurent constamment d'établir un juste équilibre entre la dimension sociale et la dimension économique.

Plusieurs pensent que l'économie sociale est une économie de pauvres ou une économie subventionnée. C'est une erreur. Les subventions sont versées à titre temporaire pour démarrer des entreprises viables et rentables. Dans certains cas, les entreprises, une fois démarrées, continueront à recevoir des subventions pour un volet précis d'activités comme par exemple la réinsertion à l'emploi de personnes éloignées du marché du travail. Mais, la plupart du temps, les subsides gouvernementaux



**Annie Bécharde, conseillère en gestion – économie sociale, chef d'équipe. (Photo: Courtoisie)**

versés constituent en fait un investissement ponctuel qui permet, à terme, le développement d'entreprises autosuffisantes dont les profits bénéficient à une communauté plutôt qu'à des individus. Les services qu'elles rendent aux personnes et aux collectivités sont autant de services qui n'auront pas à être développés par l'État. C'est donc toute la société qui en profite.

Opter pour une entreprise d'économie sociale lors de ses achats c'est poser un geste responsable et solidaire!

En savoir plus

[chantier.qc.ca](http://chantier.qc.ca)

Repérer les entreprises d'économie sociale

dans l'arrondissement : [cdec-rpp.ca](http://cdec-rpp.ca)

au Québec : [economiesocialequebec.ca](http://economiesocialequebec.ca)

#### **Témoignage de Christophe Lemière**

Par la location d'œuvres d'art à prix accessible, l'Artothèque de Montréal fait d'une pierre deux coups en offrant visibilité et revenus aux artistes, tout en rendant la culture accessible à tous, quel que soit leur revenu. Un des défis qu'on a dû relever au plan de l'équilibre entre notre mission sociale et les impératifs économiques a été de fixer le juste les prix de location des œuvres. Il devait à la fois prendre en compte le budget que peuvent allouer les organisations pour mettre de l'art dans leur environnement et assurer une juste redevance aux artistes et la rentabilité financière de l'Artothèque. L'équilibre n'est pas toujours facile à trouver lorsque l'on parle d'accessibilité et de démocratisation de la culture! Aussi, des équipements technologiques désuets et l'absence d'outils de gestion adéquats aux plans administratif et financier empêchaient l'Artothèque de s'acquitter de sa mission dans des conditions optimales. La direction et l'équipe de travail, soutenues par le conseil d'administration, ont pris le temps qu'il fallait pour régler ce problème. Les effets positifs se font maintenant sentir. Libérée de ces contraintes techniques, l'organisation est en mesure de faire face à l'augmentation de sa clientèle et, en bout de ligne, le soutien aux artistes pourra être accru.

Un des défis qu'on a dû relever au plan de l'équilibre entre notre mission sociale et les impératifs économiques a été de fixer le juste les prix de location des œuvres. Il devait prendre en compte le budget que peuvent allouer les organisations pour mettre de l'art dans leur environnement, tout en assurant une juste redevance aux artistes et la rentabilité financière de l'Artothèque. L'équilibre n'est pas toujours facile à trouver lorsque l'on parle d'accessibilité et de démocratisation de la culture!